

LA JEUNESSE, UNE PRIORITÉ

Claire Bernot-Caboche

05/09/2012

Dans un contexte économique difficile, la jeunesse en décrochage scolaire marque douloureusement le formidable échec des politiques de la droite au cours de ces dix dernières années. Claire Bernot-Caboche dresse un état des lieux du décrochage, mais propose également des pistes pour en sortir.

Télécharger la synthèse :

Dans un contexte économique difficile, la jeunesse en décrochage scolaire marque au fer rouge l'échec des politiques de la droite au cours de ces dix dernières années. Le constat est sans appel : 150 000 jeunes sortent chaque année du système scolaire sans le moindre diplôme, relégués au statut d'invisibles et d'inactifs. Les récents chiffres du chômage sont par ailleurs révélateurs : sur les trois millions de chômeurs n'ayant aucune activité au cours de l'année 2012, 25 % des jeunes sont concernés.

Comment une République comme la nôtre peut-elle se satisfaire d'une telle situation ? Comment ne pas voir là un processus des plus dangereux, entraînant perte de dynamisme évident et coûts importants pour la société ?

Face à cette situation, quatre idées fondamentales peuvent être défendues : d'abord, le système éducatif doit être réadapté à notre modèle de développement. Ensuite, notre modèle pédagogique doit être repensé, prenant acte du changement de civilisation qui s'opère au sein de notre société. De même, des moyens véritables, dans la mesure du possible, doivent être alloués pour rattraper les décrochés et prévenir le décrochage. Enfin, il convient de coordonner une fois pour toute l'ensemble des politiques dont la jeunesse relève.

Bien évidemment, c'est une démarche sur le temps long qu'il s'agit de mettre en place, notamment avec l'instauration d'un véritable système d'accompagnement personnalisé des jeunes, et ce jusqu'à leur mise à l'emploi (et même après seize ans s'ils ont quitté l'école). La concertation avec les acteurs de terrain apparaît également comme une nécessité, ayant un rôle social et de proximité sur lequel les pouvoirs publics doivent s'appuyer.

La question qui est posée semble simple : quelle place la société offre-t-elle à ses jeunes ? Quels moyens met-elle à leur disposition afin qu'ils deviennent des adultes autonomes ? Bien évidemment, il ne s'agit pas de renvoyer toutes les difficultés sur le dos des structures éducatives et de formation. Elles doivent prendre en compte l'évolution du monde du travail, dans sa forme et

son contenu. En outre, une réflexion quant à l'appropriation par chacun d'un socle de connaissance stable et pérenne doit être menée. Mais l'appareil économique doit également prendre sa part de responsabilité, de même que les structures familiales, associatives, et bien sûr les organes politiques.

Une démarche réussie nécessite en effet un travail conjoint entre l'Education nationale, la formation professionnelle, les structures d'accompagnement, les acteurs locaux, les organisations syndicales... Tout doit être fait dans un esprit de coordination et de concertation.

Les structures et les outils existent déjà en nombre, illustrant le fait que la société a pris la mesure de ce phénomène. Celles-ci doivent désormais gagner en clarté, afin d'accueillir de manière optimale les différents profils de décrocheurs.

Le débat semble des plus déterminants pour l'avenir.

Car la jeunesse doit être au cœur de tout nouveau projet de société, car l'avenir d'une société et d'un pays dépend de la confiance et du bien-être de ses jeunes, la mise en place de mesures efficaces permettant à chacun de choisir sa voie et de s'insérer dans d'un projet mobilisateur doit devenir une priorité.